

Le plans du gouvernement français pour le Sommet de Cannes

Intervention de Jean-David Levitte, conseiller diplomatique du Président de la République, Organisation internationale du travail, Genève, le 3 octobre 2011



Je me réjouis que cette rencontre entre la présidence en exercice du G20 et la communauté internationale à Genève devienne désormais un rendez-vous incontournable et je voudrais une fois de plus saluer le travail réalisé l'année dernière par la Corée, pour informer et associer l'ensemble des Nations Unies aux travaux du G20.

La France s'est engagée avec beaucoup d'intérêt dans le sillon ainsi tracé. Elle accorde en effet une grande importance à l'ouverture du G20 à l'ensemble de la communauté internationale. Le G20 ne peut pas, et ne doit pas, être un club fermé. Même si les pays membres du G20 représentent 85 pour cent du produit intérieur brut (PIB) mondial, l'ouverture aux autres est une condition de sa légitimité.

Comme vous le savez, le Président Nicolas Sarkozy a consacré le début de la présidence française aux consultations. Dès janvier de cette année, il a rencontré les chefs d'état de l'Union africaine à Addis-Abeba. Il a beaucoup consulté, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du G20, chefs d'état et de gouvernement, dirigeants des organisations internationales, mais aussi syndicats, entreprises et société civile. Il continuera à le faire jusqu'au Sommet de Cannes et à ce titre, recevra mercredi ensemble les secrétaires généraux de la Francophonie et du Commonwealth.

Nous avons voulu une année de présidence du G20 utile, avec des résultats et des avancées tout au long de l'année plutôt qu'une concentration de tous les enjeux sur un seul événement que représente le sommet annuel. Je veux d'ores et déjà remercier les organisations internationales et institutions spécialisées qui ont apporté leur concours très efficace à l'agenda de notre présidence.

Mais bien entendu, compte tenu de la situation économique mondiale, le Sommet de Cannes devra avant toute chose se concentrer sur la réponse à la crise, qui affecte non seulement la zone euro, non seulement les Etats-Unis, mais aussi les économies émergentes et par voie de conséquence l'ensemble des pays en développement.

Le G20 a montré, dès l'origine, en novembre 2008 à Washington, puis en avril 2009, à Londres, qu'il était efficace pour faire face à la crise. Le message à cette époque était clair : il fallait « réparer » le système financier, s'engager à renoncer au protectionnisme pour éviter la répétition des erreurs commises dans les années 1930 et coordonner les efforts de relance. J'ajoute la réforme des institutions financières internationales, qui a permis un rééquilibrage devenu indispensable en faveur des pays émergents.

Nous avons pu croire en 2010 que le G20 devrait à l'avenir se réinventer pour gérer l'après-crise, mais les récentes évolutions économiques enregistrées tant dans les pays développés que désormais dans les pays émergents nous ramènent vers la gestion de crise. Ce sera donc la priorité absolue du Sommet de Cannes.

Nous souhaitons qu'à Cannes, le G20 puisse adopter un véritable plan d'action pour la croissance mondiale. Il devra pour cela s'appuyer sur des mesures de politique économique concrètes prises par les principales puissances. Je pense bien sûr aux Etats-Unis, à la Chine, aux états de la zone euro, mais aussi au Japon, au Royaume-Uni ou au Brésil.

Je n'ai pas besoin non plus de souligner devant vous la difficulté de la tâche. Si les messages de Washington et de Londres pouvaient être de manière univoque la relance, celui de Cannes devra être plus différencié : certains états ont besoin de se concentrer sur les mesures de soutien à l'économie, d'autres sur la consolidation de leurs finances publiques, d'autres encore sur le rééquilibrage de leur modèle économique en faveur de la consommation intérieure.

Je sais que beaucoup estiment qu'il revient d'abord aux pays de la zone euro de régler leurs problèmes

avant de demander aux autres de faire un effort. J'ai aujourd'hui deux messages.

Le premier est que la zone euro fera son travail... Notre détermination est totale pour aider la Grèce et bien entendu pour assurer l'avenir de l'euro, de la zone euro, et donc de l'Union européenne.

Mon deuxième message, c'est qu'il est vain de chercher les responsables de la crise. Il faut se concentrer sur les solutions à apporter. Après la faillite de Lehman Brothers, nous ne nous sommes pas tenus au bord du chemin en attendant que les Etats-Unis s'occupent de leur système bancaire. Nous avons tous, tout de suite, voulu mettre en place une coopération plus forte entre les pays principalement impactés par la crise financière, car c'était la seule manière d'être à la hauteur de l'enjeu. Aujourd'hui, c'est la même chose : personne n'est à l'abri de la crise économique et personne ne peut spéculer sur l'échec des autres puisque l'interdépendance de nos économies assure mécaniquement une rapide transmission des déséquilibres. C'est pourquoi la France appelle tous les pays du G20 à prendre des mesures adaptées à la situation et tous les pays non membres du G20 à soutenir les efforts collectifs qui seront entrepris pour restaurer la confiance.

Pour autant, le Sommet de Cannes, même dominé par le thème de la croissance et de la restauration de la confiance, ne se limitera pas au seul plan d'action que nous voulons y adoper.

Nous voulons marquer des progrès sur les nouveaux sujets mis à l'agenda du G20 par la France à la fin de l'année 2010, comme la réforme du système monétaire international ou la lutte contre l'excessive volatilité des prix. Ils sont non seulement utiles pour une meilleure régulation de la mondialisation, mais ils sont dès maintenant des éléments complémentaires du plan d'action pour la croissance.

Qui ne voit qu'il est désormais indispensable de progresser vers un nouvel ordre monétaire international, reflétant les nouvelles réalités économiques et évitant les déséquilibres des marchés des changes qui avaient failli dégénérer en guerre des changes il y a un an seulement? Qui ne comprend que les désordres sur les marchés des matières premières, qui ont conduit à des fluctuations excessives des prix agricoles ou énergétiques, sont un frein à la croissance mondiale, mais plus grave encore, directement responsables de catastrophes humanitaires?

Permettez-moi de rentrer un peu plus dans le détail en ce qui concerne le système monétaire international, élément indispensable du cadre pour une croissance durable, forte et équilibrée:

Le G20 s'est accordé sur neuf axes précis de réforme, depuis le séminaire réussi de Nankin le 31 mars dernier, co-organisé par la Chine et la France. Je signale les quatre principaux:

- la composition des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI) : le G20 travaille en particulier sur les critères d'intégration de nouvelles monnaies au panier des DTS.
- un cadre de référence pour la gestion des flux de capitaux : il s'agit d'avoir des références communes pour répondre à des brusques entrées ou sorties de capitaux. Je pense à un certain nombre de pays émergents, comme le Brésil, qui ont été confrontés à ce genre de problème.
- le renforcement de la réponse aux chocs systémiques à travers la mise en place de nouvelles lignes de crédits du FMI, cette fois destinées aux pays bien gérés mais exposés à une crise globale. Nous souhaitons par ailleurs que le FMI articule au mieux ses instruments avec les fonds mutuels de soutien créés par l'Europe, avec le Fonds européen de stabilisation financière (FESF), et, l'Asie avec l'accord de Chiang Mai.
- enfin, le G20 travaille sur le renforcement de la surveillance multilatérale du FMI, portant notamment

sur les effets de contagion économique et financière d'un pays, ou d'une zone, vers le reste du monde. Parmi les réponses structurelles à la crise, je voudrais souligner combien il est important que l'agenda économique intègre un agenda social ambitieux.

Nous avons réussi, à la demande du Président Sarkozy, à ancrer la dimension sociale de la mondialisation dans l'agenda de travail du G20. Pas pour en faire un thème de plus. Mais pour souligner que la réponse à la crise ne sera efficace que si elle inclut une préoccupation renouvelée et partagée pour l'emploi, pour la protection sociale et pour les droits sociaux.

La semaine dernière, les ministres de l'emploi ont scellé un accord qui permettra au G20 de progresser dans ce domaine essentiel dans les prochaines années.

Nous avons obtenu le soutien de tous les membres du G20 au concept de « socles de protection sociale » et à l'initiative des Nations unies élaborée dans ce sens. Les conclusions de la Conférence internationale du travail qui s'est tenue ici à l'Organisation internationale du travail (OIT), en juin dernier, de même que les recommandations du groupe consultatif présidé par Michelle Bachelet, ont été totalement prises en compte. Bien entendu et j'insiste, les socles de protection sociale sont définis au niveau national et doivent prendre en compte les spécificités de chaque pays, mais leur utilité a été soulignée par tous.

CC C'est qu'il est vain de chercher les responsables de la crise. Il faut se concentrer sur les solutions à apporter SS

Les organisations internationales jouent un rôle central dans la mise en oeuvre de l'agenda du G20, je l'ai déjà dit. C'est particulièrement vrai dans le champ social. Vous avez ainsi donné votre accord au G20 pour instaurer un mécanisme de coordination et de consultation et pour fournir des plateformes de partage des connaissances sur les bonnes pratiques en matière de protection sociale, qui devront être opérationnels d'ici le sommet du G20 au Mexique en juin 2012. Le Président Sarkozy souhaiterait par ailleurs la création au plus vite de postes d'observateurs croisés entre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'OIT pour renforcer encore la cohérence du travail de vos organisations.

La France souhaiterait aussi que les huit normes fondamentales de l'OIT soient partout ratifiées, respectées et qu'il en soit rendu compte. Je sais l'âpreté des débats sur cette question et combien il sera difficile de progresser, mais la France est déterminée à poursuivre ce combat, qu'elle ne lâchera pas.

Enfin et surtout, la réunion ministérielle a placé l'emploi en priorité. C'est une préoccupation que nous partageons tous. Grâce au travail acharné de Gilles de Robien, et à sa capacité de conviction, nous avons réussi, non sans mal, à pérenniser non seulement la tenue annuelle d'une réunion ministérielle emploi des pays du G20, mais aussi l'existence d'un groupe de travail dédié, permettant d'associer les organisations syndicales aux réflexions des gouvernements en faveur de l'emploi,

objectif clé de politique économique et facteur de croissance. J'ajoute que pour la première fois cette année, la présidence du G20 a facilité l'organisation d'un « Labour 20 » en parallèle à celle du « Business 20 ». La France espère que le Mexique et les présidences qui le suivront renouvelleront chaque année l'expérience.

Enfin, pourquoi ne pas le dire, la France a aussi joué un rôle moteur pour assurer la présence désormais acquise du directeur général de l'OIT aux Sommets du G20.

Permettez-moi maintenant d'en venir aux thèmes de Cannes qui ne sont pas nouveaux sous présidence française, mais pour lesquels nous avons beaucoup travaillé pour enregistrer des avancées concrètes.

En matière de régulation financière, la stratégie du G20 est fondée sur un principe simple depuis Washington: tous les acteurs, tous les marchés et tous les produits doivent être soumis à des règles et à une surveillance appropriée. La régulation de la mondialisation passe aussi, et peut-être surtout, par les règles applicables au secteur financier.

Sous la présidence française, le G20 a travaillé à la mise en œuvre des engagements pris lors des derniers sommets, en particulier à Pittsburgh, et sur de nouveaux objectifs.

D'ores et déjà, le G20 a adopté des mesures renforcées pour les grandes banques systémiques. Nous travaillons maintenant sur l'élargissement de la régulation aux entités et aux activités non-bancaires, comme la supervision du système bancaire parallèle, encore appelé shadow-banking, la protection des utilisateurs de services financiers, et la régulation des dérivés de matières premières.

Nous avons aussi réalisé de nouveaux progrès dans la lutte contre les pays et territoires non coopératifs, et notamment les paradis fiscaux et ce sera un sujet important à Cannes. Nous travaillons à une évaluation approfondie des progrès accomplis par une soixantaine de pays en matière de respect des règles pour les échanges d'informations, de lutte contre le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme.

A Cannes, nous espérons que le G20 signera la convention multilatérale sur l'assistance administrative en matière fiscale. La quasi-totalité des pays du G20 se sont engagés à la signer, et il nous reste toutefois à décider quelques partenaires.

S'agissant de l'agenda pour le développement, nous mettons en œuvre le mandat de Séoul.

Sous notre présidence, et en étroite association avec la Corée et l'Afrique du sud, qui ont co-présidé le groupe de travail avec la France durant toute cette année, nous avons bien avancé sur les neuf piliers qui constituent le plan d'action de Séoul.

De plus, pour la première fois, le G20 a tenu une réunion ministérielle sur le développement, le 23 septembre dernier à Washington. Notre présidence organisera 15 jours avant le sommet, le 21 octobre à Paris, une grande Conférence de mobilisation en faveur du développement, qui sera ouverte par le président de la République, afin que la société civile joigne ses efforts à ceux des gouvernements.

Avec l'accord de tous nos partenaires du G20, nous nous sommes surtout concentrés cette année sur trois thèmes particulièrement cruciaux pour nous : la sécurité alimentaire, les infrastructures et le financement du développement, avec un intérêt marqué pour les financements innovants.

En matière de sécurité alimentaire, nous avons déjà obtenu des résultats, même si bien entendu, la priorité de la communauté internationale s'est portée ces derniers mois sur la situation humanitaire catastrophique de la Corne de l'Afrique qui mobilise un certain nombre d'organisations genevoises.

Les ministres de l'agriculture du G20 ont adopté en juin dernier un plan d'action, dont je voudrais souligner deux mesures déjà mises en place. Tout d'abord, un système d'information sur les données physiques agricoles hébergé

par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), appelé AMIS, qui renforcera la transparence des marchés et permettra ainsi de mieux les stabiliser,

Ensuite, un Forum de réaction rapide, toujours à la FAO, qui associe les pays jouant un rôle significatif sur les marchés agricoles mondiaux et qui est destiné à améliorer la coordination internationale d'urgence. L'idée est qu'un pays producteur signale dans cette enceinte tout problème d'offre qui pourrait avoir un impact sur les consommateurs, tandis que les grands consommateurs signaleraient mieux leurs besoins.

La France est très engagée également pour le G20 soutien en plus des initiatives destinées à protéger les pays les plus vulnérables des conséquences de la volatilité excessive des prix des matières premières agricoles. Je pense en particulier au projet pilote, placé sous l'égide de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de réserves alimentaires humanitaires d'urgence pré-positionnées. La réussite de ce projet permettra d'élargir ensuite cette initiative à d'autres régions.

La présidence française veut aussi encourager les pays du G20 à s'engager à ne pas imposer de restrictions aux exportations dont a besoin le Programme alimentaire mondial en cas d'urgence humanitaire.

Enfin, vous le savez bien, la France estime que la principale politique à conduire pour améliorer durablement la sécurité alimentaire mondiale, est de renforcer l'investissement dans l'agriculture et ce, dans chacune des grandes régions du monde. Nous devons augmenter la production mondiale de 70 pour cent d'ici 2050 si nous voulons assurer nos responsabilités pour nourrir la population mondiale. C'est dans toutes les régions du monde que nous devons encourager la production, mais bien entendu, il nous faut consacrer notre priorité à l'Afrique.

Deuxième sujet prioritaire de notre agenda pour le développement: les infrastructures. L'absence d'infrastructures est l'un des principaux obstacles au développement dans de nombreuses régions du monde, notamment en Afrique. Le G20 a chargé le Panel de haut niveau pour les infrastructures, dont nous avons confié la présidence à M. Tidjane Thiam, de préparer des recommandations concrètes et innovantes pour encourager et renforcer l'investissement dans les infrastructures dans les pays en développement.

Nous espérons identifier à Cannes des projets phares d'infrastructures qui privilégieraient autant que possible l'échelle régionale et qui auraient un impact maximal sur le développement économique. Nous oeuvrerons pour que les efforts du G20 en matière d'infrastructures restent, là encore, concentrés sur les pays à faible revenu, en particulier d'Afrique.

S'agissant du financement du développement, le Président Sarkozy a demandé à Bill Gates de présenter des propositions à Cannes aux chefs d'état et de gouvernement, pour renouveler les engagements et innover en faveur de nouveaux modes de financement.

Nous avons souhaité que le rapport de Bill Gates évoque les objectifs communs en matière d'aide publique au développement, auxquels la France est très attachée, et pour lesquels elle a maintenu son effort budgétaire, malgré la situation actuelle des finances publiques (0,50 pour cent du PIB en 2010). Mais le rapport comprendra aussi un « menu d'options » concernant des mécanismes de financements innovants. Nous proposerons à chaque pays du G20 de se déterminer sur ce menu et de mettre en œuvre au moins l'une de ces options.

La France considère, je ne vous surprendrai pas, que la taxe sur les transactions financières (TTF) est le mécanisme le plus efficace. Cette taxe est techniquement faisable. Avec nos partenaires allemands, nous avons proposé des modalités concrètes. La Commission



européenne présentera un projet dans les prochains jours. Avec le soutien de la société civile et de l'opinion mondiale, qui demandent aux gouvernements de faire mouvement sur cette question, nous souhaitons convaincre non seulement de la faisabilité d'une telle taxe mais aussi de sa nécessité pour faire face aux grands défis du développement, comme la réalisations des Objectifs du millénaire pour le développement ou la lutte contre le réchauffement climatique. Plusieurs pays non membres de l'Union européenne ont fait part de leur intérêt, notamment de nombreux partenaires africains tels que le Mali, le Bénin, le Burkina Faso, le Congo, la Guinée, la Mauritanie, le Sénégal et le Togo, et je voudrais lancer un appel à la mobilisation de vos pays et de vos organisations en faveur de cette idée. Nous avons l'intention de créer un mouvement pour passer des belles paroles aux actes.

Puisque nous sommes à Genève, mais surtout parce que le commerce apporte une contribution absolument majeure à la croissance mondiale, je ne voudrais pas finir cette présentation sans évoquer les questions commerciales.

La huitième conférence ministérielle de l'OMC aura lieu ici à Genève, du 15 au 17 décembre. Et ici à Genève, vous savez bien que la poursuite des négociations dans

le cadre du mandat de Doha est très difficile. Pour cette raison, la présidence française souhaite que le G20 lance une dynamique de réflexion sur le renforcement de l'OMC. Notre objectif est de montrer l'attachement de tous nos pays au multilatéralisme commercial. L'OMC est le meilleur rempart contre la loi de la jungle et sa capacité à régler les différends doit non seulement être préservée mais encore renforcée.

... La France souhaite qu'un message de confiance dans l'OMC et de lutte contre le protectionnisme soit adressé à Cannes. Nous voudrions aussi bien sûr que des mesures en faveur des pays les moins avancés puissent être prises le plus vite possible car c'est tout de même le cœur du mandat des négociations commerciales en cours. Je me permets d'insister sur le plan d'action en faveur de la croissance. Notre approche ne veut laisser personnes sur le bord de la route.

L'agenda du Sommet de Cannes est lourd et nous sommes face à une crise d'une ampleur considérable, qui implique des décisions concrètes, des décisions fortes et un message très clair sur la croissance.

Beaucoup progressé cette année sur des enjeux de long terme et nous sommes confiants dans l'engagement du Mexique de poursuivre ce travail en 2012. ♦

Nicolas Sarkozy,
président, République
française, accompagné
par Jean-David Levitte

The French government's plans for the Cannes Summit

Speech by Jean-David Levitte, diplomatic advisor to the president of the French Republic, at the International Labour Organization, Geneva, 3 October 2011



I am delighted that this meeting between the current G20 presidency and the international community in Geneva has now become an essential event, and I would once again like to commend the work carried out by Korea last year to inform and associate the United Nations as a whole with the work of the G20.

France has shown great interest in following this example, as it places great importance on opening up the G20 to the entire international community. The G20 cannot and must not become a closed, exclusive club. Even though G20 member states account for 85 per cent of world gross domestic product (GDP), opening up to other states is one of the conditions of its legitimacy.

As you know, President Nicolas Sarkozy dedicated the beginning of the French presidency to consultations. This January, he met the heads of state of the African Union at Addis Ababa. He held extensive consultations, both inside and outside the G20, with heads of state and government, leaders of international organisations, but also unions, companies and civil society. He will continue in this vein until the Cannes Summit, and to this end, will welcome together on Wednesday the secretaries general of the Francophonie and the Commonwealth.

We wanted this year of our G20 presidency to be productive, with results and progress throughout the year, rather than everything being focused on the single event that is the annual summit. I would first like to thank the international organisations and specialised agencies that very efficiently helped us fulfil our presidency's agenda.

But naturally, given the current world economic climate, the Cannes Summit will first and foremost have to focus on how to deal with the crisis, which is affecting not just the eurozone and the United States, but also emerging economies and, in turn, all developing countries.

The G20 has shown, since the very beginning, in November 2008 in Washington and April 2009 in London that it could act effectively to deal with the crisis. At the time, the message was clear: the financial system had to be repaired, and countries had to commit to abandoning protectionism to avoid repeating the mistakes of the 1930s, and to coordinating recovery efforts. In addition, there was the reform of international financial institutions, which enabled a rebalancing that has become essential for emerging countries.

In 2010, we thought that future G20s would have to be adapted to manage the aftermath of the crisis, but the recent economic developments recorded in both developing and emerging countries mean that we must return to managing the crisis once again. This will therefore be the priority at the Cannes Summit.

At Cannes, we would like the G20 to be able to adopt a true action plan for world growth. To do this, it must be able to draw on concrete economic policy measures taken by the major powers, such as the United States, China and the eurozone, but also Japan, the United Kingdom and Brazil.

I do not need to tell you how difficult our task will be. While the messages from Washington and London were unequivocally for recovery, that of Cannes must be more diverse: certain states need to concentrate on measures to support the economy, others on the consolidation of their public finances, others still on shifting their economic model towards domestic consumption.

I know that many people believe that the eurozone countries must first deal with their own problems before asking others to make efforts. I have two messages.

The first is that the eurozone will do its job... We are fully committed to helping Greece and, naturally, to ensuring the future of the euro and thus the European Union.

My second message is that it is pointless to go looking for people to blame for the crisis. We must focus on the solutions that we can put in place. After the bankruptcy of Lehman Brothers, we did not wait around for the United States to work on its banking system. We immediately wanted to ensure greater cooperation among the countries hardest hit by the financial crisis, as this was the only way to effectively deal with the issue.

Today, we are in the same situation: nobody is immune to the economic crisis and no one must speculate on the failure of others as the interdependence of our economies means that imbalances are spread quickly. This is why France is calling on all G20 countries to take the appropriate measures to face up to the situation and on all non-G20 countries to support the joint efforts that will be taken to restore economic confidence.

Although it will be dominated by the issues of growth and restoring confidence, the Cannes Summit will not be restricted to the action plan that we want to adopt there.

We want to make progress on new issues that France added to the G20 agenda at the end of 2010, such as the reform of the international monetary system and the fight against excessive price volatility. These are not only useful in order to better regulate globalisation, but they are also now complementary to the growth action plan.

We can all see that it is now essential to make progress towards a new international monetary order that reflects the new economic realities and avoids the imbalances of foreign-exchange markets, which almost degenerated into a currency war only a year ago. We can all see that the chaos on the commodity markets, which led to huge fluctuations in agricultural and energy prices, is a hindrance to growth and, even worse, is directly responsible for humanitarian disasters.

I will now give some more details as regards the international monetary system, which is essential in the Framework for Sustainable, Strong and Balanced Growth.

The G20 has reached agreement on nine specific areas of reform since the successful Nanjing seminar on 31 March, co-organised by China and France. The four main areas are as follows:

- the composition of special drawing rights (SDR) by the IMF: the G20 is working in particular on the integration criteria for new currencies in the SDR basket;
- a reference framework for managing capital flows: there must be common references in order to respond to sudden capital inflows or outflows. I am thinking of a certain number of emerging countries, such as Brazil, that have been confronted with this type of problem;
- strengthening of the response to systemic shocks through the establishment of new IMF credit lines, this time intended for countries that are well managed but exposed to a global crisis. Furthermore, we would like the IMF to connect its instruments as much as possible to the mutual support funds created by Europe through the European Financial Stability Facility (EFSF) and Asia through the Chiang Mai agreement;
- finally, the G20 is working to strengthen the IMF's multilateral monitoring, in particular with regard to the effects of the economic and financial contagion of a country, or a region, on the rest of the world.

Among the structural responses to the crisis, I would like to highlight how important it is for the economic agenda to include an ambitious social agenda.

At the request of President Sarkozy, we managed to include the social aspects of globalisation in the G20 working agenda. This was not for the sake of creating another topic, but to stress that we can only effectively respond to the crisis by including a renewed and shared focus on employment, social protection and social rights.

[In September], the employment ministers concluded an agreement that will enable the G20 to make progress on this crucial issue in the coming years.

We have secured the support of all G20 members for the concept of 'social protection floors' and the United Nations initiative developed around this concept. The conclusions of the International Labour Conference held here at the International Labour Organization (ILO) last June, as well as the recommendations of the advisory group, presided over by Michelle Bachelet were fully taken into account. Naturally, and I insist on this point, the social protection floors are defined nationally and must take into account the specific nature of each country, but their usefulness was highlighted by all.

As I have said, international organisations play a key role in implementing the G20 agenda. This is particularly true in the social field. You have therefore given your agreement to the G20, to establish a coordination and consultation mechanism and to provide platforms for information sharing on best practices with regard to social protection, which must be operational by the G20 summit in Mexico in June 2012. Furthermore, President Sarkozy would like to see the creation of cross-observer positions between the World Trade Organization (WTO) and ILO to further strengthen coherence with regard to the work of your organisations.

France would also like the eight Fundamental ILO Conventions to be ratified and observed in all areas, and that this be reported. I know how intense the debates

It is pointless to go looking for people to blame for the crisis. We must focus on the solutions that we can put in place

on this issue can be and how difficult it will be to make progress, but France is determined to continue this fight, which it will not give up.

Lastly, and above all, the ministerial meeting made employment a priority. This is a worry that we all share. As a result of Gilles de Robien's unremitting work and his ability to convince, we succeeded, not without difficulty, in ensuring not only the continuation of the annual G20 employment ministers' meeting, but also the existence of a dedicated working group that will allow union organisations to join government discussions in favour of employment, a key objective of economic policy and a growth factor. Finally, I would like to add that for the first time this year, the G20 presidency has facilitated the organization of a 'Labour 20' to be held in parallel with the 'Business 20'. France hopes that Mexico and the presidencies that follow will repeat this experience each year.

It must also be said that France played a leading role in ensuring that the ILO director general will be present at the G20 summits.

Allow me now to come to the Cannes Summit issues that are not new under the French presidency, but for which we have worked very hard to make tangible progress.

Regarding financial regulation, the strategy of the G20 has been based on a simple principle since the Washington



Summit: all actors, all markets and all products must be subject to appropriate regulations and surveillance. The regulation of globalisation also, and perhaps above all, involves the rules applicable to the financial sector.

Under the French presidency, the G20 has worked on the implementation of commitments made during past summits, in particular at Pittsburgh, and on new objectives. The G20 has now adopted enhanced measures for the major systemic banks. We are now working on extending regulation to non-bank entities and activities, such as supervising the shadow banking system, protecting the users of financial services and regulating commodity derivatives.

We have also made further progress in the fight against non-cooperative countries and territories, in particular tax havens, and this will be a major subject at Cannes. We are working on a thorough evaluation of the progress made by 60-odd countries in terms of compliance with regulations for the exchange of information, the fight against money laundering and the financing of terrorism.

At Cannes, we hope that the G20 will sign the Multilateral Convention on Mutual Administrative Assistance in Tax Matters. Almost all the G20 countries have committed to signing it, but a few partners are yet to be convinced.

Concerning the development agenda, we are implementing the Seoul mandate.

Under our presidency, and in close association with Korea and South Africa, who co-chaired the working group with France throughout this year, we have made good progress on the nine pillars that made up the Seoul Action Plan.

In addition, and for the first time, the G20 has held a ministerial meeting on development, in Washington on 23 September. Our presidency will organise, on 21 October, two weeks before the Summit, a great mobilisation conference in Paris in favour of development, which will be opened by the president of the Republic, so that civil society may combine its efforts with those of the governments.

A series of over-sized candy sculptures representing national flags by French artist Laurence Jenkell, which have been exhibited in Cannes ahead of the 2011 G20 Summit

With the agreement of all our G20 partners, we have focused on three particularly important themes for us this year: food security, infrastructure and the financing of development, with marked interest in innovative financing.

In terms of food security, we have already obtained results, even though, of course, the priority of the international community these last months has been the catastrophic humanitarian disaster in the Horn of Africa, which has mobilised a certain number of organisations in Geneva.

The G20 agriculture ministers adopted an action plan in June, of which I would like to highlight two measures which have already been implemented.

First, an information system on the physical agricultural data hosted by the Food and Agriculture Organization (FAO), called AMIS, which will enhance the transparency of the markets and make it easier to stabilise them.

Second, a Rapid Response Forum, also at the FAO, that would include the countries playing a significant role in the international agricultural markets and that aims to improve international emergency coordination. The idea is that producer countries should alert this forum to any supply problem that could have an impact on consumers, while the major consumer countries would be more able to make their needs known.

France is also deeply committed to the G20 extending its support to initiatives aimed at protecting the most vulnerable countries from the consequences of the excessive price volatility of agricultural commodities. I am thinking in particular of the pilot project, under the responsibility of the Economic Community of West African States (ECOWAS), of prepositioned emergency humanitarian food reserves. The success of the project will make it possible to extend the initiative to other regions.

The French presidency also wants to encourage the G20 countries to commit to not imposing restrictions on the exports needed by the World Food Programme in case of a humanitarian emergency.



Last, France considers that the main policy to conduct to improve global food security is to increase investment in agriculture in every major region of the world. We will have to increase international production by 70 per cent by 2050 if we are to fulfil our responsibilities to feed the world population. We need to encourage production in every region of the world, but, of course, we must make Africa our priority.

The second priority subject on our development agenda is infrastructure. Lack of infrastructure is one of the main obstacles to development in many parts of the world, especially in Africa. The G20 has asked the High-Level Panel for Infrastructure Investment, whose chair we have entrusted to Mr Tidjane Thiam, to prepare concrete, innovative recommendations to encourage and increase investment in infrastructure in developing countries.

At Cannes, we hope to identify flagship infrastructure projects that would be primarily at regional level, and that would have maximum impact on economic development. We are working to ensure that the efforts of G20 in the field of infrastructure remain, here too, focused on low-income countries, in particular in Africa.

Concerning development financing, President Sarkozy asked Bill Gates to submit proposals to the heads of state and government at Cannes to renew commitments and innovate in favour of new forms of financing.

We wanted Bill Gates's report to address the common objectives in terms of official development assistance, to which France is fully committed, and for which it has maintained its budget effort, despite the current situation of the public finances (0.5 per cent of GDP in 2010). But the report will also include a 'menu of options' concerning innovative financing mechanisms. We will propose that each G20 country considers this menu and implements at least one of the options.

France considers, and this will be no surprise, that the financial transactions tax (FTT) is the most effective mechanism. This tax is technically feasible. With our German partners, we made tangible propositions to implement it. The European Commission will submit a draft in the coming days. With support from civil society

“ France would like a message of confidence in the WTO and of commitment to the fight against protectionism to be proclaimed at Cannes

”

and international opinion, which ask governments to take action on this issue, we hope to prove not only the feasibility of such a tax but also the need for one, in order to face up to the major challenges of development, such as achieving the Millennium Development Goals or the fight against climate change. Several non-EU states have shown interest, in particular numerous African partners including Mali, Benin, Burkina Faso, Congo, Guinea, Mauritania, Senegal and Togo, and I would like to call for the mobilisation of your countries and your organisations in favour of this idea. We intend to create momentum in order to turn words into action.

As we are in Geneva, but in particular because trade makes a great contribution to international growth, I would not like to conclude this presentation without mentioning trade issues.

The eighth WTO ministerial conference will take place in Geneva from 15 to 17 December. Here in Geneva, you are well aware that the negotiations in the framework of the Doha mandate are very difficult to pursue. For this reason, the French presidency would like the G20 to give momentum to reflection on strengthening the WTO. We aim to show the commitment of all our countries to trade multilateralism. The WTO is the best protection against the law of the jungle, and its capability to settle disputes must be not only preserved but also enhanced.

France would like a message of confidence in the WTO and of commitment to the fight against protectionism to be proclaimed at Cannes. We would also like, of course, to see measures in favour of the least-developed countries taken as quickly as possible, as they are at the heart of the trade negotiations under way. I would like to insist on the action plan for growth. Our approach aims to leave no person by the wayside.

The agenda at the Cannes Summit is packed and we are facing a crisis of considerable scale, which requires strong, concrete decisions and a clear message on growth.

We have made a lot of progress this year on long-term challenges, and we are confident in the commitment of Mexico to continue this work in 2012. ♦